



**GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION**

POUR L'EXERCICE FINANCIER ET DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2018

EN DATE DU 21 FÉVRIER 2019

TABLE DES MATIÈRES

1.	Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	3
2.	À propos de Colabor	4
2.1	Profil de la Société	4
2.2	Développements d'entreprise en 2018	6
2.3	Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir	8
3.	Faits saillants du trimestre terminé le 29 décembre 2018	7
4.	Mesures de performance non conformes aux IFRS	10
5.	Analyse de la performance	11
5.1	Résultat net	11
5.2	Situation financière	19
5.3	Flux de trésorerie	19
6.	Résumé des derniers trimestres	21
7.	Transactions entre parties liées	21
8.	Transactions hors bilan	21
9.	Risques et incertitudes	22
10.	Estimations et jugements importants	22
11.	Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	24
12.	Normes, modifications et interprétations existantes qui ne sont pas encore en vigueur	24

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du quatrième trimestre et de l'exercice financier terminés le 29 décembre 2018. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et leurs notes annexes pour cette période. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes; les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Les exercices terminés le 29 décembre 2018 et le 30 décembre 2017 comptaient respectivement 16 semaines (ou 112 jours) pour le trimestre, et 52 semaines (ou 364 jours) pour la période de douze mois.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est moins élevé en comparaison aux autres trimestres.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL » tandis que ses débetures convertibles se négocient sous le symbole « GCL.DB.A ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un distributeur et un grossiste de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires dans les créneaux de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI ») et celui du marché de détail. Elle exerce présentement ses activités dans deux segments, soit le segment Distribution et le segment Grossiste, ainsi que dans trois régions géographiques : l'Ontario, le Québec et les Maritimes.

A. Segment Distribution

Les activités de distribution de Colabor s'étendent sur le territoire de l'Ontario, du Québec et des Maritimes. La Société distribue à la fois des produits spécialisés tels que les viandes, les poissons et les fruits de mer (« Distribution Spécialisée ») ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Distribution Broadline ») auprès des HRI et du détail.

i. Distribution Broadline

1. Summit Foodservice (« Summit ») – division de l'Ontario

Summit distribue plus de 14 000 produits, depuis des entrepôts à Ottawa, à London et à Mississauga, à plus de 3 600 clients, incluant : (i) les entreprises Cara Limitées (ci-après « Cara »); (ii) d'autres chaînes de restauration; (iii) des restaurants indépendants; et (iv) des clients institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires.

Depuis la fermeture de l'entrepôt de Vaughan le 30 avril 2017, cette division compte 3 centres de distribution, dont les services administratifs de London.

Ces entrepôts sont certifiés HACCP. Ce terme signifie « Hazard Analysis Critical Control Point » en anglais ou « Analyse des dangers et maîtrise des points critiques » en français. La certification oblige à identifier les risques spécifiques, à déterminer des points de contrôle de ces risques et à définir des mesures préventives.

2. Skor – Division « Libre-service » – division de l'Ontario

Cette division opère 4 magasins « libre-service » dans le sud de l'Ontario et offre plus de 10 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

3. Colabor Distributeur Alimentaire (« CDA »)

CDA est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de la Mauricie, du Bas St-Laurent et de la Gaspésie, du Nouveau-Brunswick et de la Côte-Nord. CDA distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Rimouski. La clientèle, de près de 4 600 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

ii. Distribution Spécialisée**4. Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref »)**

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries.

5. Viandes Lauzon (« Lauzon »)

Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces du Québec et de l'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de grande notoriété telles que Angus Pride et Sterling Silver. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple au secteur HRI. Lauzon mène ses activités dans une usine située à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale.

B. Segment Grossiste

Les activités de ventes en gros de Colabor ont lieu dans l'ensemble de la province de Québec et des provinces de l'Atlantique et de façon plus limitée, en Ontario. La Société offre des produits spécialisés, principalement la viande (« Grossiste Spécialisé »), ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Grossiste Broadline ») aux distributeurs et détaillants alimentaires.

i. Grossiste Broadline**1. Centre de distribution de Boucherville (« Boucherville »)**

Cette division exploite un centre de distribution à Boucherville.

Les ventes de Boucherville sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

ii. Grossiste Spécialisé**2. Viandes Décarie (« Décarie »)**

Décarie est un grossiste et un distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Décarie exploite un centre de distribution à Montréal. À titre de grossiste, cette division distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles que le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Décarie détient un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale. Ses installations sont certifiées HACCP.

2.2 Développements d'entreprise en 2018

Au cours de l'année financière 2018 et subséquemment à la fin de l'année, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société.

Nomination du président et chef de la direction

Colabor a annoncé, le 5 février 2018, la nomination de monsieur Lionel Ettegui au poste de président et chef de la direction. M. Ettegui a occupé, pendant plus de 6 ans la fonction de président et chef des opérations de la division boulangerie de Saputo, principalement les gâteaux Vachon, où il a su opérer un virage opérationnel impressionnant et ramener une profitabilité élevée à cette division. Tel qu'annoncé précédemment, M. Claude Gariépy a quitté l'entreprise en date du 2 mars 2018, après une période de transition avec M. Ettegui.

Réduction du nombre d'actions en circulation

Le 15 janvier 2018, Colabor a annoncé la réduction du nombre d'actions en circulation en raison de la liquidation et dissolution en cours de Investissements Colabor inc. Suite à cette opération, le nombre d'actions en circulation est passé de 102 112 832 à 101 177 932 actions.

Optimisation des activités en Ontario et changements à l'équipe de direction

Suite à la consolidation de ses activités en Ontario en trois centres de distribution en avril 2017, Colabor a rééquilibré son portefeuille de clients et mis en place plusieurs initiatives afin d'atténuer l'effet net à long terme de la perte de volume de ventes pour cette division. Lors de la première moitié de 2018, M. Ettegui, président et chef de la direction de Colabor, a agit à titre de directeur général par intérim de cette division jusqu'à la nomination de John Hemeon (voir plus bas dans le paragraphe "changements structurants à l'équipe de direction") le 2 avril 2018.

Depuis le 1er avril 2018, le contrat d'approvisionnement des restaurants de la bannière Montana's BBQ & Bar auprès de Cara a pris fin. Ce contrat représentait des ventes annuelles d'un peu plus de 30 M\$. La Société avait alors mis en place des mesures afin de mitiger l'effet de la perte de volume sur les marges opérationnelles à la division de l'Ontario.

La division de l'Ontario continue de miser sur la croissance du créneau des indépendants et des petites chaînes de restauration, où elle peut offrir un service différencié et des produits ayant une plus forte valeur ajoutée. La Société a également mis en place des initiatives afin d'améliorer davantage sa performance.

Renouvellement d'un contrat d'approvisionnement auprès des établissements de santé membres de la GACEQ dans l'Est du Québec

Au début du second trimestre, le Segment Distribution a renouvelé pour une durée de deux ans, un contrat de Distribution Broadline avec le Groupe d'approvisionnement en commun de l'Est du Québec (la « GACEQ ») pour le compte d'établissements membres de son réseau, en y ajoutant un territoire additionnel.

Prolongation des termes de la facilité de crédit et du prêt subordonné

Le 4 septembre 2018, Colabor a annoncé la prolongation du terme de sa facilité de crédit aux mêmes conditions pour une période additionnelle d'un an, jusqu'au 13 octobre 2020 ainsi que la prolongation du terme de son prêt subordonné avec le Fonds de solidarité FTQ pour une période additionnelle de six mois également aux mêmes conditions, jusqu'au 13 avril 2021.

Changements structurants à l'équipe de direction

Le 2 août 2018, Colabor a annoncé la nomination de John Hemeon à titre de premier vice-président et directeur général de sa division Summit Foods en Ontario. En poste depuis le 13 août 2018, il remplace Lionel Ettegui, président et chef de la direction de Colabor qui agissait alors à titre de directeur général par intérim de cette division. M. Hemeon possède une vaste expérience dans l'industrie de la distribution alimentaire et de la restauration, notamment en tant que président et chef de la direction de Canada Cartage, vice-président exécutif, chaînes d'approvisionnement de Tim Hortons, et de vice-président exécutif de SYSCO en Alberta.

La Société a également procédé à d'autres changements structurants dans l'équipe de direction, notamment les nominations suivantes:

- Mathieu Dumulong au poste de vice-président, ventes pour le Groupe Colabor. M. Dumulong possède 20 ans d'expérience en gestion et vente dans l'industrie alimentaire, dont les deux dernières années à titre de directeur général des activités Broadline dans la division Grossiste. Précédemment, il a occupé le poste de directeur général des ventes de Molson Coors pour le Québec.
- Élisabeth Tremblay au poste de vice-présidente, ressources humaines et communications. Mme Tremblay possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des ressources humaines ayant travaillé dans les secteurs bancaire, des TI, ferroviaire et de l'alimentation, notamment chez Saputo et Grupo Bimbo.
- Daniel Valiquette au poste de vice-président, négociations centralisées et marques privées. M. Valiquette possède plus de 30 ans d'expérience en négociation des achats. Il a notamment occupé pendant de nombreuses années le poste de Directeur des achats chez Alimentation Couche Tard.

Le 10 septembre 2018, Colabor a annoncé la nomination de Mario Brin au poste de premier vice-président et chef de la direction financière par intérim, en remplacement de Jean-François Neault. Le mandat de M. Brin a pris fin après la fin du quatrième trimestre de 2018, soit le 16 janvier 2019, et tel qu'annoncé en cette même date par la Société.

Le 21 février 2019, Colabor a annoncé la fin du mandat de M. Robert Briscoe à titre de vice-président exécutif du conseil d'administration de la Société. M. Briscoe, un entrepreneur chevronné et investisseur dans le domaine des services alimentaires, avait été nommé vice-président exécutif afin de supporter l'ancienne direction et de faciliter la transition avec la nouvelle direction. M. Briscoe continue de siéger au conseil d'administration et demeure toujours disponible pour faire profiter la direction de son expérience dans l'industrie.

Plan de rationalisation

Le 16 novembre 2018, Colabor a annoncé la mise en place d'un plan de rationalisation de ses effectifs afin d'optimiser ses activités d'exploitation. Ce plan, approuvé par le conseil d'administration, vise à permettre à Colabor d'améliorer son efficacité opérationnelle, sa rentabilité et sa compétitivité. La mise en œuvre du plan s'est traduit par l'abolition de 51 postes, soit environ 3,7 % des effectifs totaux de la Société. La portée du plan englobe la plupart des divisions de Colabor au Québec et en Ontario avec notamment, la fermeture de son établissement de libre-service en gros de la rue Logan, à Toronto en Ontario.

Ces mesures devraient entraîner des économies annuelles estimées à 2,9 M\$, avant impôts, lesquelles ont commencé à se matérialiser progressivement à partir du quatrième trimestre et auront plein effet lors de l'exercice 2019. Colabor a comptabilisé une charge non liée aux opérations courantes d'environ 1,1 M\$, avant impôts, dans ses résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2018.

2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Depuis plus d'un an, la Société travaille à accroître sa présence dans le marché des services alimentaires dans l'Est du pays, où le marché demeure fragmenté. La Société est en bonne position afin de desservir les restaurants indépendants et favoriser une meilleure pénétration de ses marques privées.

C'est également dans cet esprit que Colabor s'est dotée en octobre 2016, d'une option d'achat à son gré d'une durée de 3 ans pour Dubé & Loiselle inc., un important distributeur alimentaire opérant principalement en région et présentant une vision novatrice du marché alimentaire québécois.

3. Faits saillants financiers de l'exercice terminé le 29 décembre 2018

3.1 Résultats saillants du quatrième trimestre de 2018

- Ventes consolidées se chiffrant à 366,1 M\$, en baisse de 8,8%, résultant de la perte de volume dans les deux segments d'opération.
 - Les ventes du segment Distribution ont baissé de 10,0% provenant principalement de la perte de volume en Ontario, résultat qui a été mitigé par l'amélioration des ventes provenant des activités de Distribution Broadline au Québec.
 - Les ventes du segment Grossiste ont baissé de 5,3%, s'expliquant principalement par la non-reconduction de contrats non profitables.
- Le volume de ventes a augmenté dans la Distribution Broadline au Québec, provenant du marché des indépendants et des HRI.
- Les marges en pourcentage des ventes se sont améliorées de l'ordre de 6,1 % par rapport à l'année précédente, provenant d'un mix de clients plus favorable, de l'augmentation des ventes de marques privées et de produits à plus forte valeur ajoutée.
- Résultat net de (1,9) M\$ ou (0,02) \$ par action, en baisse par rapport à un résultat net de 0,5 M\$, ou 0,00 \$ par action, lors du trimestre correspondant de l'année précédente. Cette variation s'explique principalement par une charge non-liée aux opérations de 2,5 M\$ suite aux changements au sein de l'équipe de direction et à la mise en œuvre du plan de rationalisation.
- BAIIA ajusté se chiffrant à 5,9 M\$ par rapport à 7,1 M\$ lors du trimestre correspondant de l'année précédente. L'effet de la perte de volume sur la profitabilité opérationnelle a été mitigée par l'amélioration des marges brutes en pourcentage des ventes.

3.2 Résultats saillants de l'année 2018

- Ventes consolidées se chiffrant à 1 202,9 M\$, en baisse de 8,8%, résultant de la perte de volume dans les deux segments d'opération.
 - La décroissance de 8,9% des ventes cumulatives du segment Distribution provient principalement de la perte de contrats d'approvisionnement pour les grandes chaînes de restauration Popeye's Louisiana Kitchen et Montana's BBQ & Bar en Ontario, situation qui a été légèrement mitigée par une amélioration soutenue des ventes des activités de Distribution Broadline au Québec.

- Les ventes cumulatives du segment Grossiste sont en baisse de 8,8% par rapport à la période équivalente de 2017. Cette baisse s'explique par la non-reconduction de contrats non profitables.
- Le volume de ventes a augmenté dans la Distribution Broadline au Québec, provenant du marché des indépendants et des HRI, notamment avec le renouvellement du contrat d'approvisionnement de la GACEQ lors du second trimestre de 2018.
- Les marges en pourcentage des ventes se sont améliorées de l'ordre de 6,0 % par rapport à l'année précédente, provenant d'un mix de clients plus favorable.
- Résultat net de (4,4) M\$ ou (0,04) \$ par action, en hausse par rapport à un résultat net de (18,6) M\$, ou (0,18) \$ par action, lors de l'année précédente. Cette amélioration s'explique principalement par une réduction de 13,5 M\$ de la perte de valeur sur actifs, et d'une réduction de 7,1 M\$ des frais non liés aux opérations courantes, incluant les frais de 2,5 M\$ encourus lors du quatrième trimestre de 2018.
- BAIIA ajusté se chiffrant à 18,4 M\$ par rapport à 24,7 M\$ lors de l'année précédente. L'effet de la perte de volume sur la profitabilité opérationnelle a été mitigée par l'amélioration des marges brutes en pourcentage des ventes.

4. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

Par exemple, la Société utilise la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements, frais non liés aux opérations courantes et impôts sur les bénéfices (BAIIA ajusté), libellé aux états financiers sous le nom « Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ». Le BAIIA ajusté découle du BAIIA défini par la communauté financière comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements tel qu'il est présenté dans le tableau ci-dessous. Le BAIIA n'a pas d'équivalent aux états financiers de la Société. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(non audités, en milliers de dollars)

	16 semaines			52 semaines		
	2018 \$	2017 \$	Écart \$	2018 \$	2017 \$	Écart \$
Résultat net	(1 904)	509	(2 413)	(4 387)	(18 592)	14 205
Recouvrement d'impôts	(984)	438	(1 422)	(1 686)	(554)	(1 132)
Charges financières	2 324	2 249	75	7 790	7 571	219
Dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net	—	224	(224)	118	224	(106)
Amortissements	3 933	3 637	296	12 432	11 271	1 161
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	132	—	132	2 916	16 440	(13 524)
BAIIA	3 501	7 057	(3 556)	17 183	16 360	823
Frais non liés aux opérations courantes ⁽¹⁾	2 419	—	2 419	1 225	8 297	(7 072)
BAIIA ajusté	5 920	7 057	(1 137)	18 408	24 657	(6 249)

¹ La variation des frais non liés aux opérations courantes provient de l'effet de l'avis de cotisation de tabac d'un montant de 6,5 M\$ lors du troisième trimestre de 2017, d'une charge de 2,5 M\$ lors du quatrième trimestre de 2018 suite aux changements à l'équipe de direction et de la mise en oeuvre du plan de rationalisation et du renversement de provisions résultant d'un gain suite à la résiliation d'un bail déficitaire de 1,2 M\$ lors du troisième trimestre de 2018. Se référer à la section 5.1, dans frais non liés aux opérations courantes.

5. Analyse de la performance

5.1 Résultat net

Le tableau qui suit décrit les états consolidés du résultat du quatrième trimestre :

États consolidés du résultat du quatrième trimestre

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2018		2017		2016	
	16 semaines		16 semaines		17 semaines	
	\$	%	\$	%		
Ventes	366 122	100,0	401 557	100,0	432 543	100,0
Charges opérationnelles, excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	360 202	98,4	394 500	98,2	423 451	97,9
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	5 920	1,6	7 057	1,8	9 092	2,1
Frais non liés aux opérations courantes	2 419	0,7	—	—	1 939	0,4
Amortissements	3 933	1,1	3 637	0,9	3 514	0,8
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	132	0,0	—	—	—	—
	6 484	1,8	3 637	0,9	5 453	1,3
Résultat opérationnel	(564)	(0,2)	3 420	0,9	3 639	0,8
Dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net	—	—	224	0,06	—	—
Charges financières	2 324	0,6	2 249	0,6	3 273	0,8
Résultat avant impôts	(2 888)	(0,8)	947	0,2	366	0,1
Recouvrement d'impôts	(984)	(0,3)	438	0,1	526	0,1
Résultat net	(1 904)	(0,5)	509	0,1	(160)	0,0
Résultat net de base et dilué par action	(0,02)		0,00		0,00	

Le résultat net du quatrième trimestre de 2018 s'est établi à (1,9) M\$, ou (0,02) \$ par action, en baisse de 2,4M\$ par rapport à 0,5 M\$, ou 0,00 \$ par action, lors du trimestre correspondant de l'année précédente. Malgré une augmentation des marges brutes en pourcentage des ventes, la perte de volume des ventes de 8,8% et la charge non-liées aux opérations provenant principalement des changements à l'équipe de direction et de la mise en œuvre du plan de rationalisation totalisant 2,5 M\$, ont pesé sur le résultat net.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période est de 101 139 418 comparativement à 102 074 318 lors du trimestre équivalent de 2017. Cette réduction du nombre d'actions en circulation résulte de la liquidation et dissolution en cours de Investissements Colabor inc., tel qu'annoncé le 15 janvier 2018.

Le tableau qui suit décrit les états consolidés du résultat cumulatif :

États consolidés du résultat cumulatif

(audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2018		2017		2016	
	52 semaines		52 semaines		53 semaines	
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes	1 202 916	100,0	1 319 450	100,0	1 399 435	100,0
Charges opérationnelles, excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	1 184 508	98,5	1 294 793	98,1	1 369 168	97,8
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	18 408	1,5	24 657	1,9	30 267	2,2
Frais non liés aux opérations courantes	1 225	0,1	8 297	0,6	5 276	0,4
Amortissements	12 432	1,0	11 271	0,9	11 509	0,8
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	2 916	0,2	16 440	1,2	—	—
	16 573	1,4	36 008	2,7	16 785	1,2
Résultat opérationnel	1 835	0,2	(11 351)	(0,9)	13 482	1,0
Dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net	118	—	224	—	—	—
Charges financières	7 790	0,6	7 571	0,6	11 973	0,9
Résultat avant impôts	(6 073)	(0,5)	(19 146)	(1,5)	1 509	0,1
Recouvrement d'impôts	(1 686)	(0,1)	(554)	—	1 186	0,1
Résultat net	(4 387)	(0,4)	(18 592)	(1,4)	323	—
Résultat net de base et dilué par action	(0,04)		(0,18)		0,01	

Le résultat net cumulatif de la période se terminant le 29 décembre 2018 s'est établi à (4,4) M\$, ou (0,04) \$ par action, comparativement à (18,6) M\$, ou (0,18) \$ par action, pour la période correspondante de l'année précédente, soit une amélioration de 14,2 M\$. Cette amélioration s'explique principalement par une réduction de 13,5 M\$ liée à la baisse de la perte de valeur sur actifs et de 7,1 M\$ provenant de la baisse des frais non liés aux opérations courantes, mitigée par la baisse du résultat opérationnel de 6,3 M\$ par rapport à l'année précédente.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période est de 101 177 944 comparativement à 102 074 277 lors de la période équivalente de 2017. La réduction du nombre d'actions en circulation résulte de la liquidation et dissolution en cours de Investissements Colabor inc., tel qu'annoncé le 15 janvier 2018.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles du quatrième trimestre:

Ventes sectorielles du quatrième trimestre

(non audités, en milliers de dollars)

	2018	2017	Écart	
	16 semaines	16 semaines	\$	%
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	270 545	301 454	(30 909)	(10,3)
Segment Grossiste	120 541	129 533	(8 992)	(6,9)
	391 086	430 987	(39 901)	(9,3)
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	2 779	3 783	(1 004)	(26,5)
Segment Grossiste	22 185	25 647	(3 462)	(13,5)
	24 964	29 430	(4 466)	(15,2)
Ventes consolidées				
Segment Distribution	267 766	297 671	(29 905)	(10,0)
Segment Grossiste	98 356	103 886	(5 530)	(5,3)
	366 122	401 557	(35 435)	(8,8)

Les ventes consolidées lors du quatrième trimestre ont atteint 366,1 M\$ comparativement à 401,6 M\$ lors du trimestre équivalent de l'année précédente, soit une diminution de 8,8%.

La décroissance de 10,0% des ventes du segment Distribution provient principalement de la perte de contrats d'approvisionnement auprès des grandes chaînes de restauration Popeye's Louisiana Kitchen et Montana's BBQ & Bar en Ontario (contrats qui ont pris fin le 13 novembre 2017 et le 1 avril 2018 respectivement). Cette situation a été légèrement mitigée par une amélioration des ventes des activités de Distribution Broadline au Québec.

La décroissance de 5,3% des ventes du segment Grossiste s'explique principalement par la non-reconduction de contrats non profitables.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles cumulatives :

Ventes sectorielles cumulatives

(audités, en milliers de dollars)

	2018	2017	Écart	
	52 semaines	52 semaines	\$	%
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	917 351	1 007 199	(89 848)	(8,9)
Segment Grossiste	374 659	413 009	(38 350)	(9,3)
	1 292 010	1 420 208	(128 198)	(9,0)
Ventes inter segments				
Segment Distribution	10 203	11 880	(1 677)	(14,1)
Segment Grossiste	78 891	88 878	(9 987)	(11,2)
	89 094	100 758	(11 664)	(11,6)
Ventes consolidées				
Segment Distribution	907 148	995 319	(88 171)	(8,9)
Segment Grossiste	295 768	324 131	(28 363)	(8,8)
	1 202 916	1 319 450	(116 534)	(8,8)

Les ventes cumulatives ont atteint 1 202,9 M\$ comparativement à 1 319,5 M\$ lors de la période correspondante de l'année précédente, soit une diminution de 8,8%.

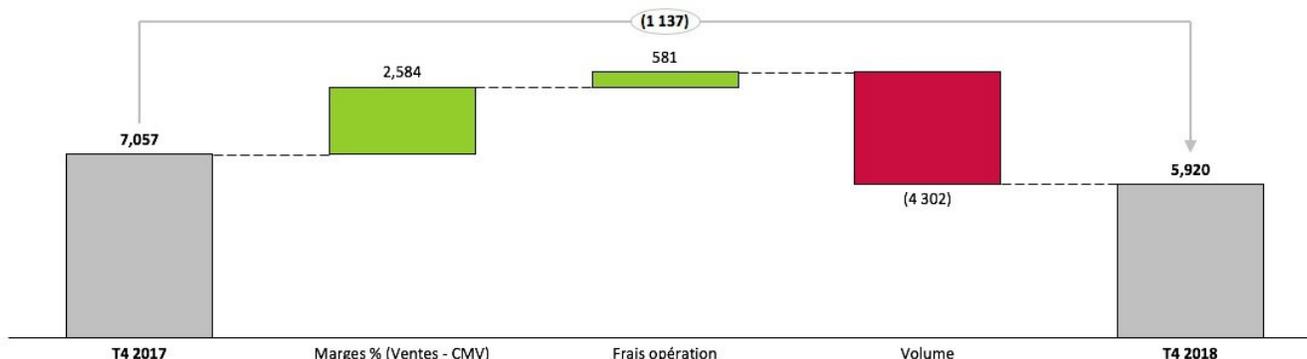
La décroissance de 8,9% des ventes cumulatives du segment Distribution provient principalement de la perte de contrats d'approvisionnement pour les grandes chaînes de restauration Popeye's Louisiana Kitchen et Montana's BBQ & Bar en Ontario (contrats qui ont pris fin le 13 novembre 2017 et le 1 avril 2018 respectivement), situation qui a été légèrement mitigée par une amélioration soutenue des ventes des activités de Distribution Broadline au Québec.

Les ventes cumulatives du segment Grossiste sont en baisse de 8,8% par rapport à la période équivalente de 2017. Cette baisse s'explique par la non-reconduction de contrats non profitables.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA ajusté)

Analyse du BAIIA ajusté du quatrième trimestre :

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de 2018 s'est chiffré à 5,9 M\$ ou 1,6% des ventes comparativement à 7,1 M\$ ou à 1,8% pour la même période en 2017. La variation s'explique par les éléments suivants:

- Une amélioration des marges brutes en pourcentage des ventes de 6,1 % par rapport au trimestre de l'année précédente provenant d'un mix de clients plus favorables, de ventes de marques privées et de produits à valeur ajouté.
- Une amélioration des frais d'opération provenant notamment de l'effet de la mise en œuvre du plan de restructuration et d'un contrôle accru des frais d'opération en Ontario.

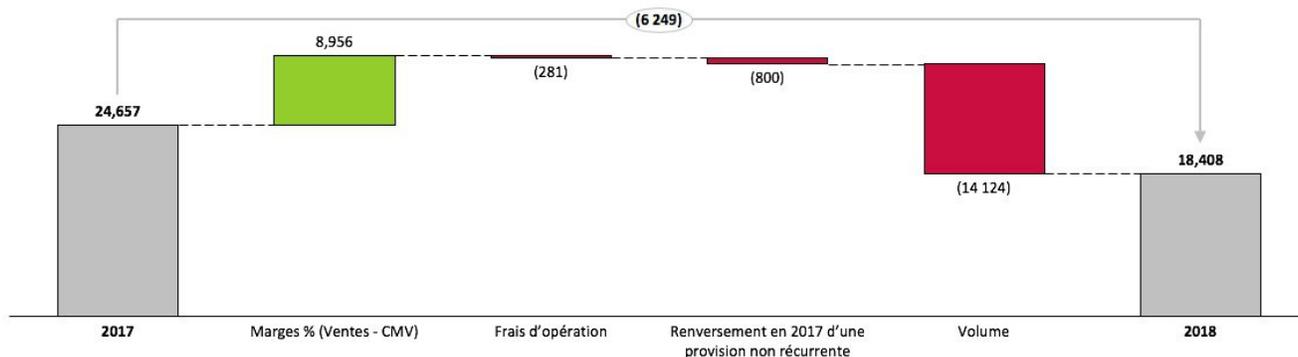
Mitigé par:

- Une réduction du volume des ventes provenant de la perte de contrats d'approvisionnement auprès de grandes chaînes de restauration en Ontario et de la non-reconduction de contrats non profitables dans le segment Grossiste, mitigée par une amélioration des ventes provenant des activités de Distribution Broadline au Québec.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA ajusté)

Analyse du BAIIA ajusté cumulatif :

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA ajusté cumulatif de l'exercice s'est chiffré à 18,4 M\$ ou 1,5 % des ventes comparativement à 24,7 M\$ ou 1,9 % des ventes pour la même période en 2017. Cette variation s'explique par :

- Une amélioration des marges brutes en pourcentage des ventes de 6,0 % par rapport à l'année précédente provenant d'un mix de clients plus favorable.

Mitigée par:

- Une sous-absorption des frais d'opération principalement des frais de distribution.
- De l'effet négatif du renversement lors du second trimestre de 2017, d'une provision pour bonis à la direction.
- Une réduction du volume des ventes provenant de la perte de contrats d'approvisionnement auprès de grandes chaînes de restauration en Ontario et de la non-reconduction de contrats non profitables dans le segment Grossiste, compensée par une amélioration des ventes provenant des activités de Distribution Broadline au Québec.

Frais non liés aux opérations courantes

La note 6 des états financiers donne un sommaire des frais non liés aux opérations courantes. Ce poste de l'état du résultat comprend des éléments inhabituels.

(non audités pour la période de 16 semaines, audités pour la période de 52 semaines, en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2018 \$	2017 \$	2018 \$	2017 \$
Frais liés à la cotisation de tabac ^(a)	(80)	—	(80)	6 500
Restructuration interne des opérations				
Frais pour fermeture d'entrepôt ^(b)	—	—	—	1 484
Primes de séparation et autres ^(c)	2 499	—	2 499	125
Allocations de retraite	—	—	—	174
Variations des provisions pour contrats déficitaires ^(d)	—	—	(1 194)	14
	2 419	—	1 225	8 297

La Société a déboursé un montant de 2 496 \$ (5 912 \$ en 2017) au cours de la période de 112 jours terminée le 29 décembre 2018 et un montant de 3 367 \$ (8 176 \$ en 2017) pour la période de 364 jours terminée à la même date en lien avec la provision établie en 2017.

^(a) Frais liés à la cotisation de tabac

Au cours du troisième trimestre de 2017, Colabor a reçu un projet d'avis de cotisation (le "Projet") provenant du Ministère des Finances de l'Ontario en lien avec des activités commerciales concernant la vente de produits du tabac sur une réserve des Premières Nations ayant eu lieu entre septembre 2013 et 2016 au sein d'une division en Ontario. Le Projet de cotisation concerne principalement des ventes ayant eu lieu sur une courte période entre 2013 et 2014 à un client en particulier et sur lesquelles le Ministère des Finances de l'Ontario considère que les taxes de ventes auraient dues être perçues et remises. Ce Projet a donné lieu à la comptabilisation d'une provision pour Projet de cotisation aux états financiers de la Société lors du troisième trimestre de 2017.

^(b) Frais pour fermeture d'entrepôt

Le 31 janvier 2017, la Société a annoncé la fermeture de l'entrepôt de Vaughan effective à compter du 30 avril 2017.

^(c) Primes de séparation et frais liés à la mise en œuvre du plan de rationalisation

La Société a procédé à plusieurs changements au sein de l'équipe de direction tel que décrit précédemment qui ont également entraîné des frais non-liés aux opérations. Le 16 novembre 2018, Colabor a annoncé la mise en place d'un plan de rationalisation de ses effectifs afin d'optimiser ses activités d'exploitation. Ce plan, approuvé par le conseil d'administration, vise à permettre à Colabor d'améliorer son efficacité opérationnelle, sa rentabilité et sa compétitivité. La mise en œuvre du plan se traduit par l'abolition de 51 postes, soit environ 3.7 % des effectifs totaux de la Société.

^(d) Variation des provisions pour contrats déficitaires

Lors du troisième trimestre de 2018, la Société a comptabilisé un gain suite à la résiliation d'un bail déficitaire.

Dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net

Aucune charge n'a été encourue lors du quatrième trimestre de 2018 en lien avec la liquidation et dissolution en cours de Investissements Colabor Inc. La dépréciation cumulative reliée à l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffre à 0,1 M\$ par rapport à 0,2 M\$ lors de la période comparable de 2017.

Charge de radiation d'actifs

Les actifs à long terme et unités génératrices de trésorerie (UGT) sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Lors du quatrième trimestre de 2018, la Société a comptabilisé une charge de radiation d'actifs sans incidence sur la trésorerie de 0,1 M\$ portant sur les immobilisations corporelles, principalement des contrats de location pour véhicules routiers détenus à titre de location-financement à la division Summit, dans le segment Distribution. Aucune charge de radiation d'actif n'a été prise lors du trimestre équivalent de l'année précédente. Pour la période cumulative de 2018 et 2017, ces charges atteignent 2,9 M\$ et 16,4 M\$ et proviennent respectivement des divisions Summit et Boucherville.

Amortissement

La charge d'amortissement pour le quatrième trimestre de 2018 est de 3,9 M\$ comparativement à 3,6 M\$ pour la période correspondante en 2017. La charge cumulative d'amortissement se chiffre à 12,4 M\$ comparativement à 11,3 M\$ lors de la période équivalente de 2017, cette variation s'explique principalement par des investissements en équipements afin d'améliorer l'efficacité et la productivité.

Charges financières

Les charges financières du quatrième trimestre de 2018 se chiffrent à 2,3 M\$ comparativement à 2,2 M\$ pour la période équivalente de 2017. Pour la période cumulative, les charges financières se sont chiffrées à 7,8 M\$ comparativement à 7,6 M\$ lors de la période équivalente de 2017. Les frais d'intérêt portant sur la dette subordonnée de 25,0 M\$ ont augmenté à 7,0 % en 2018 en hausse par rapport à 6,5 % en 2017.

Recouvrement d'impôts

Le recouvrement d'impôts au quatrième trimestre de 2018 est de 1,0 M\$, comparativement à une charge de 0,4 M\$ au quatrième trimestre de 2017. Le recouvrement d'impôt pour la période cumulative a atteint 1,7 M\$, par rapport à un recouvrement de 0,6 M\$ lors de la période correspondante de l'année précédente. Ceci s'explique principalement par la dépréciation d'actifs en Ontario lors du quatrième trimestre 2018, qui a généré un actif d'impôt futur.

5.2. Situation financière

Le tableau qui suit représente les États consolidés de la situation financière du quatrième trimestre de la Société :

États consolidés de la situation financière

(audités, en milliers de dollars)

	Au 29 décembre 2018 \$	Au 30 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif			
Courant			
Clients et autres débiteurs	90 038	94 651	99 981
Stock	78 229	78 663	83 246
Frais payés d'avance	2 911	3 636	3 081
Autres	1 621	1 124	1 830
Actif courant	172 799	178 074	188 138
Non courant			
Immobilisations corporelles	11 142	11 140	13 128
Immobilisations incorporelles	38 090	46 228	55 593
Goodwill	70 813	70 813	84 130
Actifs d'impôts différés	4 383	3 382	2 015
Autres	581	1 452	1 693
Actif non courant	125 009	133 015	156 559
Total de l'actif	297 808	311 089	344 697
Passif			
Courant			
Découvert bancaire	5 684	6 559	7 468
Fournisseurs et autres créditeurs	96 562	97 787	105 314
Portion à court terme de la dette à long terme	1 027	758	550
Autres	533	982	654
Passif courant	103 806	106 086	113 986
Non courant			
Dette à long terme	50 847	54 129	61 211
Débetures convertibles	49 341	49 105	48 870
Obligation au titre de la retraite	1 066	1 301	662
Provisions	140	2 267	2 998
Passifs d'impôts différés	253	639	517
Passif non courant	101 647	107 441	114 258
Total du passif	205 453	213 527	228 244
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	92 355	97 562	116 453
Total du passif et des capitaux propres	297 808	311 089	344 697

Facilités de crédit

Le 13 octobre 2016, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger sa facilité de crédit d'un montant maximal de 140 M\$ pour un terme de trois ans. Le 4 septembre 2018, la Société a annoncé une prolongation d'un an de cette facilité de crédit, aux mêmes conditions, portant l'échéance au 13 octobre 2020. De gré à gré, la facilité de crédit peut être augmentée de 30 M\$ supplémentaire. Cette facilité de crédit est garantie par une hypothèque de premier rang sur les actifs présents et futurs de la Société. Les montants empruntés à même la facilité peuvent prendre plusieurs formes et le taux d'intérêt varie en fonction du type d'emprunt effectué. Au 29 décembre 2018, la facilité est composée d'un emprunt et d'acceptations bancaires qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,19 % et 3,95 % (entre 2,86 % et 3,20 % au 30 décembre 2017). À cette date, la facilité de crédit était utilisée à hauteur de 22,5 M\$, en baisse par rapport à une utilisation de 28,1 M\$ à la fin de l'année précédente. La Société a l'obligation de respecter un ratio de couverture des charges fixes. Au 29 décembre 2018, ce ratio était respecté.

Dettes subordonnées

La dette subordonnée a une valeur nominale de 25 M\$, venant à échéance le 13 avril 2021. En vertu des termes de l'entente, les intérêts sur la dette sont payables mensuellement au taux de base de 7,0 % en 2018 comparativement à 6,5 % en 2017.

Débetures convertibles

Les débetures convertibles ont une valeur nominale de 50 M\$ et viennent à échéance le 13 octobre 2021. Le taux d'intérêt des débetures est de 6,0% en 2018 (6,0% en 2017). Le taux effectif des débetures est de 6,55% (6,55% en 2017). Les débetures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions au taux de conversion de 400 actions par tranche de 1 000 \$ de capital des débetures, soit un prix de conversion de 2,50 \$ par action (2,50 \$ par action en 2017). La Société peut, en certaines circonstances, procéder à leur rachat anticipé, de façon partielle ou en totalité, après le 30 avril 2015. Aucun rachat anticipé n'a été effectué au cours de la période terminée le 29 décembre 2018.

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est présenté à la Notice annuelle de Colabor datée du 21 février 2019 et qui est accessible via le site Web de SEDAR au www.sedar.com.

Au 18 octobre 2018, 101 177 932 actions ordinaires et 50 000 débetures convertibles étaient émises et en circulation et 4 218 943 options d'achat d'actions étaient en circulation dont 1 463 850 options pouvaient être exercées.

5.3. Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés :

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audités pour la période de 16 semaines, audités pour la période de 52 semaines, en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2018 \$	2017 \$	2018 \$	2017 \$
Activités opérationnelles				
Résultat net	(1 904)	509	(4 387)	(18 592)
Impôts différés	(614)	843	(1 446)	(1 075)
Amortissements	3 933	3 637	12 432	11 271
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	132	—	2 916	16 440
Provision pour projet de cotisation	—	0	—	—
Charges financières	2 324	2 248	7 790	7 571
Autres	(189)	77	(2 511)	(554)
	3 682	7 314	14 794	15 061
Variation nette du fonds de roulement	7 611	4 174	3 697	3 056
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	11 293	11 488	18 491	18 117
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(321)	(950)	(3 554)	(1 851)
Produit de dispositions d'immobilisations corporelles	84	276	163	330
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(230)	(89)	(552)	(490)
Autres	(8)	(173)	(32)	(58)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(475)	(936)	(3 975)	(2 069)
Activités de financement				
Utilisation de la facilité de crédit	(9 420)	(8 792)	(5 689)	(7 784)
Paiement en vertu de contrats de location	(341)	(188)	(993)	(658)
Émission de capital-actions, net des frais afférents	—	—	—	5
Charges financières payées	(2 073)	(1 982)	(6 959)	(6 702)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(11 834)	(10 962)	(13 641)	(15 139)
Variation nette du découvert bancaire	(1 016)	(410)	875	909
Découvert bancaire au début	(4 668)	(6 150)	(6 559)	(7 468)
Découvert bancaire à la fin	(5 684)	(6 560)	(5 684)	(6 559)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles lors du quatrième trimestre se chiffrent à 11,3 M\$ comparativement à 11,5 M\$ pour la période équivalente en 2017. Cette variation s'explique par une amélioration du fonds de roulement. Sur une base cumulée, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se chiffrent à 18,5 M\$ en légère amélioration par rapport à 18,1 M\$. Cette variation s'explique également par une amélioration du fonds de roulement provenant principalement d'une meilleure gestion des comptes clients.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement du quatrième trimestre se sont chiffrés à 0,5 M\$ et légèrement inférieurs à ceux du quatrième trimestre de 2017, qui se chiffraient alors à 0,9 M\$. Sur une base cumulée, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont chiffrés à 4,0 M\$ comparativement à 2,1 M\$. Ces variations proviennent principalement de l'augmentation des investissements en immobilisations corporelles notamment pour l'achat d'équipement afin d'améliorer l'efficacité et la productivité ainsi que pour le maintien des équipements.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement du quatrième trimestre s'élèvent à 11,8 M\$ par rapport à 11,0 M\$ pour la même période en 2017, provenant de l'augmentation du remboursement de la facilité de crédit. Pour la période cumulative, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement s'élèvent à 13,6 M\$ contre 15,1 M\$ lors de la période cumulative équivalente de 2017, reflétant une augmentation du remboursement de la facilité de crédit durant la période cumulative de 2018.

Paiements exigibles

Les paiements exigibles des cinq prochaines années se détaillent comme suit :

(non audités, en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	Total	Paiements exigibles par période			
		Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 3 à 5 ans	5 ans et plus
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunt bancaire	22 530	—	22 530	—	—
Obligations découlant de contrats de location	4 892	1 023	2 000	1 210	659
Dette à long terme (valeur nominale)	25 000	—	25 000	—	—
Débitures convertibles (valeur nominale)	50 000	—	50 000	—	—
Provision	597	457	73	67	—
Contrats de location simple	58 226	13 455	22 587	13 336	8 848
	161 245	14 935	122 190	14 613	9 507

6. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2018				2017			
	T4 (112 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)	T1 (84 jours)	T4 (112 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)	T1 (84 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	366 122	291 006	299 898	245 890	401 557	319 334	331 372	267 187
BAlIA ajusté	5 920	7 628	6 062	(1 202)	7 057	7 682	9 018	900
Résultat net	(1 902)	1 180	817	(4 480)	509	(18 753)	3 097	(3 446)
Résultat net de base et dilué par action	(0,02)	0,01	0,01	(0,04)	0,00	(0,18)	0,03	(0,03)

7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Le tableau qui suit fait état des opérations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc. :

(non audités, en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2018 \$	2017 \$	2018 \$	2017 \$
États consolidés du résultat				
Ventes	6 406	6 368	27 537	29 651
États consolidés de la situation financière				
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer	1 474	1 476	126	1 604
Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc. ^(a)	500	500	500	500

^(a) Dans le cadre de l'opération de recapitalisation survenue en octobre 2016, la Société a versé une somme de 0,5 M\$ à Gestion Robraye Ltée en contrepartie de l'option d'acquiescer Dubé & Loiselle Inc. dans les trois ans suivant la clôture de l'opération de recapitalisation. La Société juge qu'elle n'a ni le contrôle, ni l'influence pour consolider cette entité dans ses états financiers. Elle est plutôt considérée comme une partie liée de la Société.

8. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de crédit bancaire de l'ordre de 4,6 M\$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société et la marge de crédit auprès de certains fournisseurs.

9. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 21 février 2019 la « Notice » et accessible via le site de SEDAR à www.sedar.com et sur le site de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

10. Estimations et jugements importants

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Estimations

Perte de valeur des clients et autres débiteurs

Le montant comptabilisé au titre de perte de valeur des clients et autres débiteurs est fondé sur l'estimation de la direction des risques associés à chacun des clients et aux autres débiteurs de la Société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Perte de valeur sur l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net

La direction examine la présence d'indices de dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net à chaque date de présentation de l'information financière. Lorsque la direction détermine que l'actif a subi une dépréciation, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reclassée aux résultats.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au montant le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation. Lorsqu'elle estime la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des indications les plus fiables dont elle dispose au moment où les estimations sont faites. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction évalue individuellement la comptabilisation des actifs d'impôts différés assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux futures augmentations de salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés ainsi que d'autres facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

Jugements importants

Perte de valeur des marques de commerce et du goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a acheté une option pour acquérir Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Cette option d'achat est valide pour une durée de trois ans. La Société jugeant qu'elle n'a ni le contrôle ni l'influence nécessaire sur les décisions de gestion de Dubé & Loiselle Inc. pour consolider cette entité dans ses états financiers, celle-ci est plutôt considérée comme une partie liée à la Société.

11. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction a évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 29 décembre 2018. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces. Pour l'exercice terminée le 29 décembre 2018, il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

12. Normes comptables, modifications et interprétations

IFRS 9 Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié IFRS 9 laquelle remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit des améliorations comprenant un modèle plus logique de classification et d'évaluation des actifs financiers, un modèle unique de dépréciation plus prospectif, fondé sur les pertes de crédit attendues et un modèle de comptabilité de couverture substantiellement modifié. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

La Société a adopté l'IFRS 9 *Instruments financiers* avec prise d'effet le 31 décembre 2017. L'adoption de l'IFRS 9 a donné lieu à des changements de méthodes comptables, mais à aucun ajustement aux montants comptabilisés dans les états financiers consolidés. Voici la nouvelle méthode de la Société pour la comptabilisation des instruments financiers selon l'IFRS 9.

a) Classement

La Société détermine le classement des instruments financiers au moment de la comptabilisation initiale et les classe dans les catégories suivantes aux fins de l'évaluation :

- instruments qui seront ultérieurement évalués à la juste valeur, soit à la juste valeur par le biais du résultat net (JVBRN) ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG);
- instruments qui seront évalués au coût amorti.

Le classement des instruments d'emprunt découle du modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de ceux-ci. Les actifs qui sont détenus pour la perception de flux de trésorerie contractuels et pour lesquels ces flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et des versements d'intérêts sont évalués au coût amorti. Les instruments de capitaux propres qui sont détenus à des fins de transaction (y compris tous les instruments dérivés sur actions) sont classés comme étant à la JVBRN. Pour ce qui est des autres instruments de capitaux propres, la Société peut faire le choix irrévocable (soit instrument par instrument), au jour de leur acquisition, de les désigner comme étant à la JVAERG. Les passifs financiers sont évalués au coût amorti, à moins qu'ils doivent être évalués à la JVBRN (comme les instruments détenus à des fins de transaction ou les dérivés) ou que la Société ait choisi de les évaluer à la JVBRN.

Les instruments financiers comportant des dérivés incorporés sont considérés intégralement pour déterminer si leurs flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et des versements d'intérêts.

La Société a effectué une évaluation détaillée de ses actifs et passifs financiers au 31 décembre 2017. Le tableau suivant présente le classement initial selon l'IAS 39 et le nouveau classement selon l'IFRS 9 :

Actifs & passifs financiers	Classement initial selon l'IAS 39	Nouveau classement selon IFRS 9
Clients et autres débiteurs	Prêts et créances (coût amorti)	Coût amorti
Découvert bancaire	Autres passifs	Coût amorti
Fournisseurs et autres créditeurs	Coût amorti	Coût amorti
Dette à long terme	Autres passifs	Coût amorti
Débitures convertibles	Autres passifs	Coût amorti

b) Évaluation

Instruments financiers au coût amorti

Les instruments financiers au coût amorti sont comptabilisés initialement à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Instruments financiers à la JVBRN

Les instruments financiers à la JVBRN sont comptabilisés initialement à la juste valeur et les frais de transaction sont passés en charges dans les états consolidés des résultats. Les profits et pertes réalisés et latents découlant des variations de la juste valeur des actifs et passifs financiers détenus à la JVBRN sont inclus dans les états consolidés des résultats de la période pendant laquelle ils surviennent. Lorsque la direction a choisi de comptabiliser un passif financier à la JVBRN, les variations liées au risque de crédit propre à la Société seront comptabilisées dans les états consolidés des résultats.

c) Dépréciation

Depuis le 31 décembre 2017, la Société évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues liées aux instruments d'emprunt comptabilisés au coût amorti et à la JVAERG. La méthode de dépréciation appliquée varie selon qu'il existe ou non une augmentation importante du risque de crédit. Pour les clients, la Société applique la méthode simplifiée permise par l'IFRS 9, selon laquelle les pertes attendues sur la durée de vie doivent être comptabilisées depuis la comptabilisation initiale des clients.

d) Décomptabilisation

Actifs financiers

La Société décomptabilise les actifs financiers uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie des actifs financiers arrivent à expiration, ou lorsqu'elle transfère les actifs financiers et la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété à une autre entité. Les profits et les pertes résultant de la décomptabilisation sont généralement comptabilisés dans les états consolidés du résultat global.

Passifs financiers

La Société décomptabilise les passifs financiers uniquement lorsque les obligations qui en résultent sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles ont expiré. La différence entre la valeur comptable d'un passif financier décomptabilisé et la contrepartie payée ou à payer, y compris les actifs non monétaires transférés ou les passifs pris en charge, est comptabilisée dans les états consolidés des résultats.

Normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur*IFRS 16 Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 laquelle remplacera IAS 17 Contrats de location. IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession-bail; conserve en grande partie l'approche d'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'information. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 et l'adoption anticipée est permise dans certaines circonstances. La Société estime que cette nouvelle norme augmentera la valeur des immobilisations corporelles et des obligations découlant de contrats de location, elle diminuera les charges opérationnelles et augmentera les amortissements et charges financières. La société n'a pas évalué l'impact de l'application de cette nouvelle norme qu'elle adoptera au cours de l'exercice 2020.